

Ebauche de contribution au débat [dans Attac France] sur la stratégie

samedi 16 juin 2007, par [HARRIBEY Jean-Marie](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mai 2007).

La contribution ci-dessous (un texte personnel et « provisoire ») circule sur les listes du Conseil d'administration et du Conseil scientifique d'Attac-France. Elle a déjà été mise publiquement en ligne, en Suisse, sur le site de « A l'encontre ». Nous la reproduisons donc, car elle touche à bien des débats traités sur le site d'ESSF.

Sommaire

- [I. Les rapports de forces](#)
- [II. Le rapport au politique](#)
- [III. Les questions stratégiques](#)

Cette contribution ne reprend pas les analyses déjà bien balisées, notamment celle de l'émergence du néolibéralisme et celle des dégâts sociaux et écologiques dus aux transformations du capitalisme mondial ; cf. les 7 piliers du néolibéralisme du Manifeste altermondialiste. C'est de plus un texte provisoire, 17 mai 2007.

Au soir du 6 mai 2007, qui voit l'élection d'un Président de la République française le plus lié que nous ayons connu aux intérêts des classes possédantes, toutes les stratégies de gauche sont défaites :

1. stratégie social-démocrate : quasi disparue (à l'échelle européenne aussi) ;
2. stratégie social-libérale : impuissante en France, même quand elle consent à accompagner la transformation du capitalisme ;
3. stratégie anti-libérale : impuissante, même quand elle croit voguer sur un succès récent (TCE) ;
4. stratégies communiste et d'extrême gauche : quasi disparues. [\[1\]](#)

Les anciens modèles (1 et 4 ci-dessus) se sont désagrégés avec l'émergence du capitalisme néolibéral et l'extinction du socialisme stalinien. Ils sont donc à l'agonie et ne renaîtront pas car ils correspondent à une époque du capitalisme qui est dépassée depuis un quart de siècle.

Les nouveaux modèles (2 et 3 ci-dessus) se présentent comme des modèles sans stratégie véritable, l'un sans stratégie très différente du libéralisme économique, l'autre sans stratégie que l'on puisse entrevoir pour l'instant à l'échelon où ce modèle se situe (alter-monde). Ils sont inconsistants essentiellement parce qu'ils n'ont pas réussi à réunir des forces sociales susceptibles de porter un projet politique cohérent :

- Le modèle social-libéral n'arrive pas à trouver une base sociale alternative à celle sur laquelle surfe le néolibéralisme car leur base est potentiellement la même : petite bourgeoisie ou classes moyennes supérieures auxquelles la bourgeoisie financière fait miroiter l'enrichissement sans fin grâce aux marchés financiers, via placements et fonds de pension. En France, les tenants de ce modèle sont tiraillés entre le déplacement du discours social vers un discours moral (le « aimez-vous les uns les autres » de Royal) et l'accompagnement « doux » de la restructuration du capitalisme (version Strauss-Kahn et assimilés), mais les deux espèces ont pris leur parti de la « fin de l'histoire » (le capitalisme a gagné).

- Le modèle anti-libéral et/ou altermondialiste, lui, possède une base disparate et sans lien sociologique : couches condamnées à la disparition ou à la paupérisation (les paysans du monde entier, les exclus du salariat) ou bien couches dont la conscience est focalisée soit sur la consommation (coupée des rapports de production), soit sur l'écologie (souvent coupée du social). Cependant, il y a un élément fédérateur positif : celui de la citoyenneté et de l'exigence démocratique. Mais suffit-il pour dépasser les difficultés, voire les apories, de l'anti-libéralisme et/ou de l'altermondialisme ?

L'anti-libéralisme renvoie plutôt à la gauche politique radicale française qui vient de se révéler incapable de transformer la victoire défensive contre le TCE en une dynamique unitaire offensive. Sur le plan théorique et politique, l'anti-libéralisme de notre période a contribué à propager une double confusion : d'une part, entre capitalisme et libéralisme, et, d'autre part entre la philosophie politique libérale et la doctrine économique libérale [2].

L'altermondialisme concerne davantage la grande variété des mouvements sociaux qui, de par le monde, ont réussi à faire entendre la voix des sans voix, et qui sont encore à la recherche d'une stratégie cohérente permettant de faire converger les esquisses d'alternatives concrètes.

Dans les deux démarches, qui ont partie commune sans se recouper complètement, il y a le même manque de bases sociales. Il y a en revanche une différence de taille. La première hérite d'une conception du changement social subordonnée à un modèle politique léniniste dont elle se défait difficilement. La seconde n'a d'autre héritage que la culture du contre-pouvoir.

Il est donc nécessaire de nous livrer à une analyse : I) des rapports de forces entre le néolibéralisme, en tant que courant idéologique et politique incarnant les intérêts et le projet du capital globalisé, et l'altermondialisme, en tant que projet(s) alternatif(s) en panne de stratégie ; II) du rapport de l'altermondialisme au politique, notamment du rapport entre pouvoir et contre-pouvoirs ; III) des questions stratégiques à court et moyen terme.

I. Les rapports de forces entre néolibéralisme et altermondialisme

Les rapports de forces entre le capital et le salariat et aussi entre le néolibéralisme et l'altermondialisme (les deux types de rapports ne se recoupant pas totalement) sont empreints d'éléments contradictoires : le capitalisme néolibéral force le passage comme un rouleau compresseur et en même temps il peine à légitimer la généralisation de la marchandise ; les mouvements sociaux opposent des résistances mais essentiellement sur le mode défensif, les victoires arrachées (en France, contre le TCE et contre le CPE) ne sont pas suivies de stratégies de reconquêtes. Les rapports de forces ne sont donc pas aussi favorables qu'on avait pu le croire en France au lendemain de la victoire contre le TCE en 2005. Au niveau mondial, les choses ne sont pas non plus stabilisées.

Un premier indice est fourni en France par le cas du CPE : les jeunes ont fait échec à cette remise en

cause du droit du travail, soutenus par les syndicats et une large fraction de l'opinion, mais, un an après, la majorité de la population donne son aval aux futures remises en cause contenues dans le projet de Sarkozy. Il ne faut peut-être pas y voir le signe d'une incompréhension des enjeux mais d'une nouvelle contradiction passée inaperçue dans l'euphorie de la victoire contre le gouvernement de Villepin : ce que refusaient les jeunes, c'était moins un modèle néolibéral dans son ensemble que leur propre déclassement social en perspective.

Une analyse plus fine du rejet du TCE est aujourd'hui également possible. Le poids d'un rejet de l'Europe en soi, intimement lié au non de droite au TCE, est important. Et l'aspiration à une autre Europe fortement liée, elle, au non de gauche a volé en éclats pour au moins deux raisons : l'incapacité des anti-libéraux politiques à s'unir et le vote utile pour éviter un remake du 21 avril 2002. Finalement, le oui au TCE s'est révélé beaucoup plus homogène (sur la base du respect du marché) que le non, car celui-ci était handicapé par une double hétérogénéité : entre le non de droite et le non de gauche d'une part, et au sein même du non de gauche, que les forces politiques censées le représenter ont fait éclater, alors même que le choix entre la souveraineté des Etats-nations et une Europe politique n'avait pu encore être approfondi.

Proposition pour dépasser la seconde hétérogénéité : prendre le risque d'indiquer clairement le choix en faveur de la construction d'une Europe politique et donner le coup d'envoi du débat autour de ce choix au sein même de la famille altermondialiste et d'Attac. La discussion engagée avec les autres Attac d'Europe doit nous y aider car nous ne devons pas y participer avec l'a priori que nous aurions raison sur tout.

Le discours dominant entendu à l'issue de l'élection présidentielle est : enfin, la France se normalise car elle met face à face une social-démocratie consensuelle et un libéralisme bon enfant, cette configuration étant censée être la seule possible dans une démocratie moderne. Si c'est vrai, la résistance au néolibéralisme est au plus mal.

Or, cette caractérisation contient une erreur de taille : ce qui y est appelé « social-démocratie » n'est pas la social-démocratie mais le social-libéralisme, car la première a historiquement eu comme projet le dépassement du capitalisme par la réforme, perspective totalement absente du projet social-libéral qui affirme que « le capitalisme a gagné » (sous-entendu définitivement) et qui assoit théoriquement cette affirmation sur la confusion entre capitalisme et marché [3]. Le PS n'est pas en train d'achever, par son rapprochement avec le centre, sa transformation en social-démocratie mais en social-libéralisme. La social-démocratie renvoie à un modèle historique où le rapport des forces capital/travail est beaucoup moins favorable qu'aujourd'hui au capital et où il y a une relation étroite (sous des formes différentes selon les pays) entre syndicats et partis se réclamant du salariat. Ce modèle n'a jamais existé véritablement en France, sinon de manière déformée (plus étatiste), et il s'est effrité partout en Europe où il a existé.

En face, il ne s'agit pas d'un libéralisme bon enfant parce qu'il entend défaire toutes les régulations sociales ayant par le passé assuré des compromis sociaux temporairement acceptables. Au compromis avec le salariat, la bourgeoisie financière (aujourd'hui mondiale, et qui, dès lors, n'a que faire d'un compromis avec le salariat européen) a substitué une alliance avec le très haut encadrement et avec les franges très supérieures du salariat. [4] La contradiction de cette alliance est qu'il s'agit d'une base très étroite, mais qui fonctionne politiquement puisqu'il n'y a pas pour l'instant de base sociale à lui opposer et qui fonctionne aussi idéologiquement grâce à un contrôle et une concentration des médias inédits. La réussite de Sarkozy est vraisemblablement due au fait qu'il a soudé (provisoirement ?) un « bloc idéologique » allant des classes bourgeoises les plus fortunées aux couches les plus pauvres du salariat, en opposant les travailleurs qui travaillent aux travailleurs qui ne travaillent pas. [5]

La caractérisation d'un « recentrage » de la France autour d'un modèle consensuel qui prévaut ailleurs ne doit cependant pas être considérée comme totalement fausse parce que le centre de gravité de la bataille n'est peut-être plus au nord de la planète. Au Nord, il faut prendre en compte le fait que le développement du capitalisme a engendré deux phénomènes contradictoires : un appauvrissement des couches les plus démunies du salariat (démunies de patrimoine bien sûr, mais aussi de bagage culturel, les plaçant en situation d'extrême fragilité dans la mondialisation actuelle) et, simultanément, une intégration des fractions les plus hautes du salariat à un mode de vie matériel élevé, lesquelles servent de modèle d'identification pour les catégories inférieures. Le capitalisme globalisé, qui soumet au travail salarié une part de plus en plus grande de la population mondiale, joue sur la mise en concurrence de toutes les forces de travail, mais, de ce fait, il est obligé de reconstruire des alliances de classes autour d'un mythe : le retour à l'ordre, qui fonctionne d'autant mieux que les peurs et les angoisses ont été flattées ou aiguës et que les politiques guerrières ont favorisé la montée des intégrismes et du terrorisme.

Cela implique un axe stratégique fondamental : nous inscrire dans un grand mouvement international ; la construction de solidarités internationales est une condition sine qua non des alternatives au capitalisme néolibéral. L'affirmation d'un droit du travail là où il n'existe pas et la promotion de la protection sociale partout sont des éléments essentiels dans la lutte contre la marchandisation.

II. Le rapport au politique : l'articulation entre le pouvoir et les contre-pouvoirs

Au fond, notre incertitude concernant la stratégie renvoie aussi à la question qui nous taraude depuis le début d'Attac et sur laquelle nous risquons périodiquement de nous fracasser : le rapport au pouvoir, à sa prise comme à son exercice.

Cette question n'est pas nouvelle dans l'histoire politique puisqu'elle fut l'un des points principaux, sinon le principal, ayant causé ruptures, scissions, re compositions, tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier. Elle est d'autant plus cruciale aujourd'hui que l'altermondialisme doit tirer les leçons des échecs des révolutions du XX^e siècle.

L'altermondialisme et particulièrement Attac France justifient essentiellement leur refus d'intervenir dans la compétition politique parce qu'ils entendent être des contre-pouvoirs. Le pouvoir aux partis, les contre-pouvoirs dans les mains de la société civile. Cette idée selon laquelle le mouvement altermondialiste ne s'occupe pas, ne doit pas s'occuper, du pouvoir, mais que sa tâche est uniquement de construire des contre-pouvoirs, est assez répandue en son sein.

Cette dichotomie est-elle tenable et ne condamne-t-elle pas à une répétition des échecs passés ? N'est-elle pas contradictoire avec l'idée même de la démocratie, c'est-à-dire avec le pouvoir du peuple ? Car que signifierait le fait que le peuple s'organise seulement en contre-pouvoirs et ne puisse avoir ses propres organes de pouvoir ou, à tout le moins, contrôler en permanence ceux qui occupent le pouvoir ? Le fait qu'il existe des structures associatives (comme Attac) se situant en contre-pouvoirs ne doit-il pas être distingué du fait que les citoyens puissent être détenteurs de pouvoirs ?

Cette démarche hérite d'une longue tradition, particulièrement en France qui a vu le syndicalisme s'affirmer, par la Charte d'Amiens de 1906, comme autonome vis-à-vis des partis politiques, et aussi, pour l'un de ses courants (anarcho-syndicaliste), comme potentiellement capable d'assurer à lui seul le changement de toute la société.

Or cette question est à rouvrir aujourd'hui. Car le modèle léniniste de transformation de la société a échoué, celui de la social-démocratie aussi (ces deux modèles avaient pour point commun d'être centralisés), de même que la démarche (démarche et non pas modèle car elle n'a jamais véritablement accédé au pouvoir) plus basiste et décentralisée.

Attac doit accepter d'ouvrir une discussion sur cette question fondamentale. Le mouvement communiste du XX^e siècle s'est fracassé pour avoir cru résoudre la question politique en la confiant à une avant-garde. L'altermondialisme pourrait se fracasser pour avoir mis la tête dans le sable et éviter de se poser la question : qui gère et comment sont gérées les affaires de la cité ?

Nous sommes donc mis devant la nécessité de réinventer une articulation entre les lieux de confrontation sociale, les lieux de luttes de classes, les différentes structures organisationnelles intervenant sur ces lieux :

- articulation entre l'action syndicale et l'action associative : l'articulation entre revendications sociales et préoccupations écologiques en est un bon exemple ;
- articulation entre la mobilisation sociale et les réponses politiques.

La discussion recoupe bien sûr celle des rapports entre la démocratie représentative et la démocratie participative. Rapports qui ne peuvent se réduire à une sorte de prise de relais entre contre-pouvoirs et pouvoir, bien résumée par cette formule ambiguë de « débouché politique des luttes sociales », alors qu'il devrait s'agir d'une traduction, d'une expression politique des luttes. L'expression « débouché politique » des luttes sociales est à éviter parce qu'elle sous-entend que l'action sociale devrait s'effacer quand commence l'action politique, entérinant une sorte de division du travail qui s'est historiquement révélée stérile. En France, le PS, le PC, les Verts, la LCR, parlent de débouché, chacun pensant évidemment être porteur du débouché le plus convenable.

En revanche, il est nécessaire d'apporter des réponses politiques à des questions politiques posées par le mouvement social. Que nous a-t-il manqué pour gagner sur les retraites ? Nous avons des réponses claires et crédibles sur le contenu et nous les avons peu à peu installées dans le débat public. Mais nous avons perdu sur la stratégie, tant syndicale (incapacité à appeler à la grève générale à quelque moment que ce soit) que politique (atermolements et pas de deux des partis de gauche bien gênés avec la question des retraites). Et la stratégie, c'est la définition même du combat politique. Que nous a-t-il manqué pour transformer le refus du TCE en projet positif pour une autre Europe ? Toujours la stratégie.

Autrement dit, l'interrogation politique est double : d'une part, sur quelles bases sociales fonder un projet (partie I ci-dessus) et, d'autre part, comment réinventer la politique et la démocratie, c'est-à-dire comment penser le pouvoir ?

Mais on est loin de l'idée simple mais simpliste : on va interpellier nos élus. Certes, il faut interpellier nos élus, mais ce n'est pas ça réinventer la politique. N'ayons pas peur du politique parce que c'est le lieu du pouvoir. Si nous croyons en la capacité des humains de maîtriser leur destin, alors réinventer la politique signifie bâtir de nouveaux lieux et organes de pouvoir. Les quelques expériences historiques dont nous disposons démontrent que lorsque les travailleurs créent des organes de véritable pouvoir autogestionnaire, ceux-ci ne sont plus du côté du contre-pouvoir mais du côté du pouvoir ; quant à eux, les syndicats restent et doivent rester des organes de contre-pouvoir, même lorsque les travailleurs ont créé leurs organes de pouvoir.

La démocratie participative est une voie prometteuse à condition qu'elle s'inscrive dans cette perspective de l'autogestion [6] qui est ce qu'il y a de meilleur comme potentialité vérifiée dans

toute l'histoire ouvrière. [7]

Qu'est-ce que, en définitive, la relation au politique ?

C'est reconnaître, après les échecs du XX^e siècle, que la démocratie doit marcher sur deux pieds : le pied de la démocratie directe, et celui de la démocratie représentative avec délégation de pouvoir continuellement contrôlée. La délégation de pouvoir n'est acceptable qu'à cette condition. Et le contrôle n'est possible que si on abandonne le présupposé selon lequel le pouvoir c'est mal et la politique aussi. « La politique est un bien commun ».

C'est assumer notre transversalité thématique qui, bien qu'elle soit difficile à mettre en œuvre, est la seule garantie que nous ne perdons pas de vue l'objectif central : construire un monde solidaire. Plus on sera transversal et cohérent, plus on sera politique. Faut-il alors s'occuper de tout ? Non, mais il faut relier les thèmes que nous choisissons aux autres. L'un des angles d'attaque pourrait être l'emploi, la précarisation, le sens et les finalités du travail, et, par suite, les finalités de la production dans le double souci de répondre aux besoins fondamentaux et d'économiser la planète.

C'est nous inscrire dans la continuité d'une histoire sociale et prendre notre place parmi toutes les structures du mouvement social et citoyen, dont les syndicats. Des syndicats qui sont ce que les salariés en font, qui sont traversés par les contradictions de la société et qui n'évolueront pour prendre en compte les nouvelles aspirations que par la confrontation positive. En particulier Attac ne peut s'isoler avec l'ambition d'être le parti des sans parti, le syndicat des sans syndicat, etc.

Ces axes peuvent faciliter la prise de décision lorsqu'il s'agit de prendre position rapidement comme ce fut le cas entre les deux tours de l'élection présidentielle 2007. Deux écueils, miroirs l'un de l'autre, sont à éviter : un engagement partisan qui ferait changer Attac de nature et une forme d'apolitisme qui serait alors la « maladie infantile » de l'altermondialisme. La gageure est de politiser notre action sans être un parti.

III. Les questions stratégiques à court et moyen terme

Le mouvement altermondialiste a, depuis dix ans, fait émerger une idée force : la régulation de la globalité du monde ne doit pas être fondée sur la primauté du marché, c'est-à-dire pour éviter les euphémismes, sur la loi du profit, dont l'instrument est aujourd'hui la totale liberté de circuler des capitaux ; elle doit au contraire être fondée sur la primauté des droits humains fondamentaux :

- la paix ;
- la démocratie ;
- la satisfaction des besoins essentiels, notamment : nourriture, logement, santé, éducation ;
- la préservation des biens communs : climat, air, eau, terre, ressources vitales, connaissances.

Ce n'est pas un hasard si les fronts de luttes altermondialistes portent sur chacun de ces points.

Il faut toutefois être conscient que l'accent mis sur les - et la priorité donnée aux - droits fondamentaux comporte un risque de dévoiement : celui de déplacer l'action du terrain politique au terrain moral. Nous en avons eu un exemple éloquent par l'échec qu'il a entraîné : le « pacte Hulot » a déplacé la prise de conscience écologique sur le terrain moral car il n'y a plus aucune mention des rapports de forces dans la société qui conditionnent les modes de vie ; l'action ne relève alors plus essentiellement que du niveau individuel, dans le sens où nous aurions à accomplir une « bonne action » pour que nos enfants (et les êtres de toutes espèces) puissent vivre demain dans une nature sauvegardée.

Ce déplacement, que l'on peut retrouver à plusieurs niveaux, s'intègre parfaitement dans l'idéologie individualiste qui a triomphé avec le capitalisme néolibéral. Au mieux, la transformation sociale est renvoyée à la sphère individuelle.

Pourtant, dire cela n'invalide pas le fait que l'action politique s'appuie en amont sur un corpus de valeurs de l'ordre de l'éthique et sur la conviction de la possibilité pour les humains de « vivre ensemble » autrement qu'en s'entre-tuant et qu'en s'exploitant les uns les autres.

Voilà donc une première question stratégique complexe parce qu'elle exige la construction de cohérences entre les actions globales/locales, collectives/individuelles.

Le combat sur les idées apparaît ici comme central. Dans ce domaine, il s'agit de se réapproprier le patrimoine culturel de l'histoire sociale émancipatrice. C'est l'une des premières tâches en termes d'éducation populaire, et pas seulement pour un « devoir de mémoire ».

La captation par les néo-conservateurs de la « valeur travail » en est un exemple éclairant. Les idées qui ont servi aux néo-conservateurs pour réussir leur captation sont présentes jusqu'au sein des courants contestataires : la fin du travail, le plein emploi soi-disant nécessairement productiviste, le travail qui ne serait plus le créateur de la valeur économique (point névralgique : les libéraux ont toujours affirmé que le travail n'était pas le créateur de la valeur), l'emploi qui ne serait fonction que de l'ampleur de la croissance mais pas du mode de répartition des gains de productivité (durée du travail, inégalités de revenus), autant de thèmes erronés mais ravageurs.

Il s'agit donc de renouer avec les fondamentaux de la critique du capitalisme (le travail exploité par le capital) sans endosser le stalinisme et en y intégrant la dimension écologique. Des travaux théoriques existent pour penser l'articulation entre anti-capitalisme et utilisation du marché. Il faut les rendre appropriables par le plus grand nombre : les pensées hétérodoxes peuvent être mises à la portée du plus grand nombre.

Nous pourrions alors relier l'émancipation du travail aux finalités de celui-ci, c'est-à-dire aux finalités de la production. Le recul de la marchandise, c'est changer les rapports de production et la production elle-même. [8] C'est là l'enjeu d'une régulation macro-économique (choix productifs, productivité du travail et répartition des revenus) compatible avec une vision du développement soutenable à long terme et qui soit capable d'ouvrir un programme de RTT, de protection sociale, de production non marchande, de services publics, de qualité de la production, d'énergies renouvelables, de taxes globales pour les biens communs, de fiscalité progressive, etc.

Pour que le mouvement altermondialiste rebondisse, ne faut-il pas réfléchir à deux ou trois propositions simples, popularisables dans le monde entier, capables de résumer en elles les exigences fondamentales précédemment formulées comme étant des droits fondamentaux ?

- taxes globales pour protéger ou produire les biens communs (ces taxes peuvent être entendues comme des taxes sur les transactions financières, sur le carbone, et aussi comme des impôts uniques sur le capital et les profits des multinationales) ;
- élaboration d'un plan écologique mondial (notamment un plan climat) sous l'égide de l'ONU ;
- application immédiate de toutes les conventions de l'OIT.

Attac s'est créée à partir de l'idée d'une « taxe Tobin » sur les transactions de change. Pourquoi ne pas lancer l'idée d'une taxe pour assurer le financement des biens communs de l'humanité qu'on pourrait baptiser « Chico Mendes » ou d'un autre nom attaché à la défense des « sans » ?

Quels sont les moyens à activer ou réactiver pour mettre en œuvre ces principes ?

- refaire des forums sociaux continentaux et mondiaux une priorité ;
- développer les partenariats des comités locaux d'Attac France avec les structures des autres Attac en Europe et dans le monde, ainsi qu'avec les organisations altermondialistes agissant au Sud, à partir des sujets concrets sur lesquels sont mobilisés les uns et les autres ;
- développer les lieux et les moments permettant de constituer un (des) cadre(s) unitaire(s) de mobilisation des organisations des mouvements sociaux et citoyens.

La période récente ayant montré que les partis n'étaient pas prêts à sacrifier leur organisation à l'unité des mouvements de contestation, n'avons-nous pas une responsabilité de cet ordre dans le cadre du mouvement social et citoyen ?

Non seulement il nous faut combattre les dégâts matériels sociaux et écologiques du capitalisme néolibéral, mais également contrer la face idéologique de la stratégie de celui-ci : faire payer les pauvres (austérité au Nord et plans d'ajustement structurel au Sud) en leur faisant accepter « en chantant » ce paiement. La tâche de l'éducation populaire est d'œuvrer pour mettre fin à cet « enchantement ».

(5 juin 2007)

P.-S.

* Jean-Marie Harribey est coprésident, avec Aurélie Trouvé, d'Attac-France.

Notes

[1] « Disparition » des stratégies numérotées ici 1 et 4 ne signifie pas (encore) forcément disparition des organisations s'en réclamant. Les organisations peuvent perdurer à leur vacuité stratégique. Un exemple tout de même de disparition complète : le parti communiste italien.

[2] Voir Attac, *Le Petit Alter*, *Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006, et J.M. Harribey, *La démence sénile du capital*, *Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2004.

[3] Sur la distinction entre capitalisme et marché, voir Attac, *Le Petit Alter*, op. cit. et J.M. Harribey, *La démence sénile du capital*, op. cit.

[4] Voir G. Duménil, D. Lévy, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003.

[5] A l'époque de Reagan, la droite conservatrice américaine avait déjà réussi à convaincre les classes moyennes qu'elles payaient trop pour les pauvres (cf. la description qu'en avait faite S. Halimi dans *Le grand bond en arrière*, *Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Paris, Fayard, 2004).

[6] Voir T. Coutrot, *Démocratie contre capitalisme*, Paris, La Dispute, 2005.

[7] Est laissée de côté ici la question des rapports entre gestion collective et marché qui a pourtant des liens avec celles posées par une démarche autogestionnaire.

[8] Voir Attac, *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, op. cit., et *Manifeste altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006.